

# Rwanda – Le doyen des diplomates au Rwanda exige la chasse aux fuyitifs du Génocide perpétré contre les Tutsis

13 juin 2018



George Twala, haut-commissaire sud-africain au Rwanda

Amb. George Twala, haut-commissaire sud-africain au Rwanda, qui est le doyen des diplomates a demandé à ses homologues de faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils « *arrêtent et emprisonnent tous les fuyitifs génocidaires qui errent dans leurs pays* ».

L'ambassadeur Twala a pris la parole en leur nom lors du premier événement de commémoration du Génocide pour les diplomates au Rwanda.

Cette année marque la toute première fois que le Corps diplomatique se consacre au souvenir des victimes du Génocide contre les Tutsis, sous le thème : « *Contribution de la communauté internationale à la consolidation de la paix, à la justice et à la réconciliation au Rwanda Post-Génocide* ».

Il y a 33 missions diplomatiques au Rwanda, dont des ambassades, des hauts-commissariats, 7 missions

consulaires représentées par des consulats honoraires, et 30 Organisations Internationales et Régionales.

Malgré la participation à de nombreux événements « Kwibuka », ce lundi a été la toute première fois que le Corps diplomatique organisait son propre événement « Kwibuka ».

En Janvier de cette année, l'ONU a adopté une résolution pour reconnaître officiellement le Génocide comme « *Génocide perpétré contre les Tutsis* ».

Alors que de nombreux génocidaires continuent à errer dans les villes européennes et africaines, l'Ambassadeur Twala a déclaré que la liberté dont ils jouissent était « *un crachat sur les tombes des victimes* ».

« *Nous devons nous débarrasser en parlant du Gouvernement rwandais de la référence "dirigé par les Tutsis" et accepter le concept de "Ndi Umunyarwanda" (je suis rwandais)* », a déclaré l'Ambassadeur George Twala.

Monsieur Olivier Nduhungerehe, Ministre d'Etat au ministère des Affaires Etrangères, a déclaré que dans le prochain Kwibuka, Madame Louise Mushikiwabo Ministre des Affaires Etrangères publierait les archives du rôle de chaque pays dans le Génocide contre les Tutsis.

« *Je réitère l'appel de la Ministre Louise Mushikiwabo à nous aider à établir la vérité, et toute la vérité, en utilisant les archives, les correspondances et les documents que vos gouvernements respectifs peuvent avoir sur cette tragédie* », a déclaré Monsieur Nduhungerehe.

« *Seule la vérité nous aidera à préserver la mémoire du Génocide et à préserver les générations futures de cette tragédie* »

## Empêcher le juge Meron d'orchestrer les libérations anticipées

Le Ministre a exhorté les diplomates à devenir des « avocats » contre la libération anticipée de certains condamnés du Génocide et a plaidé pour l'arrestation, le jugement ou l'extradition des derniers fugitifs du Génocide qui vivent dans leurs pays respectifs.

L'appel vient alors que le juge Meron a orchestré un projet pour libérer plusieurs condamnés de Génocide.

Il a dit que le pays comptait sur les Ambassadeurs et les Hauts Commissaires qui ont visité différents sites mémoriaux du Génocide dans le pays, ont interagi avec les survivants, et ont été témoins des conséquences du Génocide, pour « être des avocats pour l'arrestation, le jugement ou l'extradition des fugitifs restants, pour la reconnaissance du Génocide tel qu'il a été établi par le TPIR et décidé par l'Assemblée Générale des Nations Unies. »

Il leur a également demandé « d'être des avocats contre la libération anticipée des condamnés non-repentants et d'être contre le déni du Génocide dans leurs pays respectifs ».

Le Gouvernement et les survivants du Génocide ont exprimé à plusieurs reprises leur mécontentement face à la libération anticipée accordée par le Mécanisme aux Tribunaux Pénaux Internationaux.

Récemment, le Tribunal sous son Président, le juge américain Theodor Meron, a mis sur les rails un plan pour libérer trois autres condamnés, dont l'ex-journaliste virulent, Hassan Ngeze, avant qu'ils ne terminent leurs peines respectives.

Cela a été largement contesté par Kigali, parce que, comme 14 autres concepteurs du Génocide qui ont été précédemment libérés, aucun des trois n'a montré de remords pour les crimes commis.

« Nous appelons, encore une fois, les pays qui doivent encore le faire de nous aider à juger les nombreux fugitifs du Génocide qui errent librement dans vos rues et qui alimentent maintenant l'idéologie du Génocide parmi les jeunes de la communauté rwandaise à l'étranger », a déclaré Nduhungirehe.

Pour le Haut Commissaire sud-africain au Rwanda, « l'esprit Banyarwanda a joué un rôle clé dans la construction de la réconciliation et d'une société inclusive ».

Amb. Twala a dit plus loin : « Le monde avait regardé, certains impuissants et pourtant certains, devaient surveiller comment le programme particulier se déroulait. Nous devons savoir ce que nous allons faire d'ici. Nous devrions nous rappeler de ce qui nous a amenés là où nous sommes aujourd'hui. »

L'Ambassadeur Twala a demandé à ses pairs de démasquer, d'arrêter, d'emprisonner et, le cas échéant, d'extrader vers le Rwanda les fugitifs du Génocide qui sont dans leurs territoires respectifs.

« Certains d'entre nous devraient faire pression sur nos gouvernements respectifs sur cette question », a-t-il ajouté.

Dr Jean Damascène Bizimana, Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide, a appelé le monde à cesser de falsifier le nombre de victimes du Génocide sur base des « chiffres inventés » de l'ONU.

Il a exprimé sa déception que l'ONU se réfère toujours à un mauvais nombre de victimes du Génocide.

« Comment se fait-il que l'ONU n'ait jamais pris la peine de venir au Rwanda pour établir le nombre de victimes du Génocide ? », a-t-il demandé lors de l'événement.

Le Génocide contre les Tutsis a coûté la vie à plus d'un million de tutsis. L'ONU persiste à invoquer 800 000 victimes.

Monsieur Bizimana a beaucoup insisté sur la complicité des gardiens de la paix des Nations Unies et du juge Meron qui, en libérant anticipativement des planificateurs du Génocide contre les Tutsis, a continué à refuser de rendre justice aux survivants du Génocide.

Monsieur Venuste Karasira, un rescapé du Génocide au célèbre ETO Kicukiro dans la capitale Kigali qui était occupé par les troupes de l'ONU pendant le Génocide, a donné un témoignage émouvant de la façon dont les Tutsis ont été abandonnés par la communauté internationale aux Interahamwe.

« A Nyanza, ils nous ont tués comme ils le souhaitent. Ils nous ont tués comme si nous n'étions pas des êtres humains. Nous avons atteint le point où nous avons négocié pour être tués par des balles au lieu de machettes », a-t-il déclaré aux diplomates.

Le bras droit de Monsieur Karasira a été coupé par les tueurs.

Les Rwandais continuent de commémorer le Génocide contre les Tutsis jusqu'au mois prochain, marquant les 100 jours de commémoration.